

### **Université d'été en Pologne du mémorial de la Shoah**

*Ces notes ont été complétées avec la complicité de M. Nicolas Peyre, professeur d'HG au lycée de l'Edit à Roussillon (Isère)*

### **L'Église catholique polonaise et la Shoah par Dariusz Libionka, historien à l'Académie des sciences et au musée de Majdanek**

Ce sujet soulève aujourd'hui de nombreuses controverses en Pologne, entre historiens polonais et dans l'opinion publique, les médias. Les nouvelles publications qui le concernent connaissent une importante diffusion. L'Église est une institution qui dispose depuis longtemps d'une forte influence en Pologne. Elle a ses historiens, qui travaillent sur *son* histoire et des historiens « extérieurs ».

Quelques questions liées à ce sujet apparaissent centrales: comment les évêques percevaient-ils ce qui arrivait aux Juifs pendant la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale? Quelle fut leur réaction? Quelle fut l'attitude des prêtres et des ordres religieux?

Avant-guerre, l'Église polonaise faisait paraître des journaux bénéficiant de tirages importants: ils lui donnaient un poids important sur la société, notamment en province et auprès des populations peu éduquées. Son attitude vis-à-vis des Juifs, globalement homogène, était marquée par l'antisémitisme. Les prêtres parlaient plutôt d'antijudaïsme dans la mesure où ils mettaient la question religieuse au cœur des relations avec les Juifs mais on retrouvait dans leurs discours l'utilisation de tous les stéréotypes de l'antisémitisme moderne. L'Église considérait les Juifs comme un danger pour la nation polonaise définie en tant que concept politique et religieux. Selon elle, tout Polonais devait être catholique: tous les autres faisaient figure d'ennemi ou de danger. Les années 1930 notamment voient les propos antisémites se multiplier dans la presse alors que l'audience de l'extrême-droite se faisait grandissante en Pologne, marquant profondément la société. Les partis nationalistes qui, pour l'Église, faisaient figure d'alliés « naturels » et étaient soutenus par de nombreux prêtres et évêques, associaient étroitement judaïsme et socialisme. Cette même période est marquée par des incidents contre des Juifs. L'Église, tout en condamnant ces violences, trouvait convaincants les arguments des nationalistes. Il y avait, selon elle, trop de Juifs en Pologne et ils représentaient un danger...

En 1939, l'Église fait rapidement l'objet de persécutions, notamment dans les territoires annexés par le *Reich*. Des prêtres sont déportés. Dans le Gouvernement Général, des prêtres, des évêques, comme celui de Lublin, ont été arrêtés mais la répression ne s'est pas étendue globalement à toute l'institution. Très marquées au début de l'occupation, les violences vis-à-vis des prêtres n'ont par la suite plus été aussi systématiques.

L'Église s'est inquiétée de la question des Juifs convertis. Ils n'étaient environ que 15 000 en Pologne. Pour les nazis, ils tombaient sous le coup des mesures antisémites. Avec la constitution des ghettos, des évêques ont voulu obtenir un traitement différent pour ces convertis, ce qui fut refusé par l'occupant, conseillant clairement alors à l'Église de ne pas s'immiscer dans ces questions. Les Juifs convertis ont donc été intégrés dans les ghettos, notamment à Varsovie, constitué à l'automne 1940. L'Église, en tant qu'institution, ne s'est alors plus intéressée à ces convertis, mais des aides à titre individuel ont pu leur être apportées. Certains prêtres ont d'ailleurs reçu le titre de Juste. Mais l'aide à ces convertis relève-t-elle de la même logique que l'aide aux Juifs??? Pour Ringelblum, par exemple, le soutien aux convertis était différent de celui apporté aux Juifs: l'Église, selon lui, ne faisait qu'aider ses frères en religion. Aujourd'hui, la plupart des historiens polonais ne font pas cette distinction entre les deux comportements ce qui est vraisemblablement pour eux une façon de valoriser le rôle de l'Église pendant la guerre. Ceci apparaît cependant comme une trop grande simplification de la réalité.

En 1942, aucune voix d'évêque polonais ne s'est élevée face aux déportations et à la mort des Juifs, non seulement par crainte de la répression nazie mais aussi parce que les évêques pensaient que ce qui arrivait aux Juifs n'était pas un problème qui les concernait, les Juifs étant assimilés à des étrangers. Dans les paroisses, les prêtres n'ont pas non plus massivement pris la parole pour réclamer aide et compassion. On peut toutefois tenir compte de la forte pression représentée par de potentiels dénonciateurs puisque des exemples existent de prêtres arrêtés pour avoir tenu des propos patriotiques ou dénonçant le sort des Juifs. Le conférencier estime que l'Église *aurait* pu dire ce qui arrivait en Pologne en 1942. Elle avait les moyens d'informer le Vatican et le gouvernement polonais à Londres. Des lettres ont été envoyées au pape, comme celles de l'archevêque de Cracovie, Sapieha. Elles ne comportent pas un mot sur les Juifs. Ainsi, une des

lettres adressées à Pie XII, en octobre 1942, en plein *aktion* contre le ghetto de Cracovie, ne fait référence qu'aux violences infligées à l'Église, aux Polonais...

Pourquoi ce silence? Comme indiqué précédemment, le sort des Juifs était indifférent à l'Église. De plus, les évêques pensaient que le pape devait d'abord s'exprimer sur l'Église et les « Polonais nationaux », afin d'infléchir la politique allemande, requête à laquelle le pape n'a jamais accédé.

D'autres comportements ont toutefois pu être observés. A la tête de l'Église uniate, l'archevêque ukrainien Szeptycki, partisan de l'indépendance ukrainienne, a d'abord soutenu l'Allemagne face à l'URSS. Il a ensuite changé de position, notamment à partir de 1942, face à la violence nazie. Il s'est adressé aux Ukrainiens pour qu'ils n'aident pas les nazis et a écrit clandestinement au pape au sujet du sort des Juifs d'Ukraine. Il a demandé aux monastères, comme à Lvov, de cacher des Juifs, permettant ainsi de sauver des vies. Les évêques catholiques polonais n'ont pas adopté une telle attitude. Il n'y pas de documents qui évoqueraient de semblables décisions de leur part. A leur indifférence s'ajoutait un sentiment de responsabilité vis-à-vis du clergé régulier face au danger de la répression et une crainte du risque encouru. Mais des Juifs, notamment des enfants, ont parfois été cachés par des religieux. Il s'est agi d'actions spontanées, individuelles, pour des raisons éthiques par exemple, ou parfois financières... Quelques dizaines de lieux ont ainsi servi de cachettes. Ces actions, certainement menées à l'insu de la volonté de l'épiscopat, ont été mises en exergue par l'Église elle-même, notamment dans les années 1960-1970, à des fins de propagande.

On retrouve les mêmes initiatives individuelles fin 1942, lors de la création de l'organisation Zegota, par des socialistes et des catholiques, mais sans trace d'une implication directe d'un évêque. A Varsovie, à Lvov ou encore à Cracovie, une quinzaine de prêtres ont, à titre personnel, apporté leur concours à cette organisation, en fournissant par exemple de faux documents tels que des passeports.

Combien de religieux ont perdu la vie pour avoir aidé les Juifs?

Selon l'Église, ce chiffre est très élevé. Pour le conférencier, on peut l'estimer au contraire à une dizaine de cas. Il est certain que ce chiffre n'excède pas 20 et que ce sont surtout des religieuses qui figurent parmi les victimes. Le rôle des sœurs est en effet intéressant car elles géraient souvent les orphelinats, les aides sociales...

Combien d'enfants ont été sauvés? Combien de clercs engagés?

On a parlé de plusieurs milliers. Après 1945, on a estimé à environ un millier le nombre d'enfants passés par des couvents ou des cloîtres. Dans les années 1970, on a estimé qu'environ 5% des prêtres avaient agi pour aider, soit approximativement 800 personnes.

Parmi les membres du clergé qui ont aidé les Juifs, 65 prêtres et religieuses ont été reconnus comme Justes parmi les Nations. Les prêtres ont souvent caché des rescapés des ghettos, fourni de faux documents, recherché de l'aide parmi leurs paroissiens, aidé des Juifs convertis en facilitant par exemple leur installation du côté « aryen », à Varsovie. Les religieuses ont le plus souvent caché des enfants.

On peut citer l'exemple du prêtre Godlewski. Antisémitisme, il est, jusqu'en 1942, prêtre dans la paroisse existant dans le ghetto de Varsovie. Il aide plusieurs convertis à se cacher hors du ghetto. Le cas de cet antisémite qui, pour l'Église, a aidé des Juifs, a été fortement valorisé par sa propagande.

Demeurent d'autres exemples bien documentés de prêtres ouvertement antisémites. On peut retenir celui de Trzeciak qui illustre un cas de tentative de collaboration avec l'occupant menée pour des raisons idéologiques. Il était connu pour ses écrits, notamment centrés sur le thème du « complot juif », inspirés des *Protocoles des Sages de Sion*, ouvrage très populaire dans le clergé polonais de l'époque.

Après la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, les événements politiques en Pologne ont accru la profondeur des idées antisémites chez de nombreux prêtres et évêques polonais. Alors que la reconstruction de la vie juive après la guerre a dû faire face à l'éclatement de violences spontanées, illustrées par des pogroms tels que celui de Cracovie en 1945 ou encore à Kielce en 1946, l'Église a ressenti la mise en place du pouvoir communiste comme une nouvelle forme de domination, alimentée par les Juifs. Le nouveau pouvoir était considéré comme « judéo-communiste ». Pour beaucoup de membres de l'Église, le communisme faisait figure d'« invention juive », les Juifs étaient désormais au pouvoir en Pologne. De nouvelles « théories du complot » faisaient donc des Juifs non pas des rescapés de la Shoah mais des alliés du nouveau pouvoir communiste, des ennemis. Pour des raisons politiques, l'Église n'a donc pas condamné les pogroms afin de ne pas paraître favorable aux Juifs d'autant que l'Église avait parfaitement perçu qu'une part importante de la société polonaise restait dominée par l'antisémitisme. Il s'agissait donc pour l'Église de ne pas déplaire à de

nombreux fidèles.

Il a fallu beaucoup de temps pour faire évoluer les rapports entre les Juifs et l'Église en Pologne. Des intellectuels polonais ont émis des critiques dès 1944-1946, ont condamné l'antisémitisme, notamment à Cracovie, dans l'entourage de l'évêque Sapieha qui fit alors montre d'une attitude ambivalente, son antisémitisme ne lui interdisant pas de laisser de telles critiques être publiées.

Quelle est la situation actuelle? Il faut d'abord noter que certains historiens de l'Église sont eux-mêmes des prêtres. Ils ont tendance à diffuser une « légende idéalisée » et n'évoquent pas les questions problématiques. Certains historiens, n'appartenant pas au clergé, n'ont pas accès aux archives de l'Église qui craint des découvertes compromettantes. Elle laisse toutefois les historiens laïcs nationalistes y accéder.

Des questions historiques et sociales restent donc aujourd'hui largement débattues.

Il en va ainsi de l'attitude du pape Pie XII. Pour des raisons politiques, il n'a pas compatible aux difficultés des prêtres polonais sous l'occupation allemande. Redoutant la communisme, Pie XII ne peut toutefois être considéré comme pro-nazi. Selon lui, il lui était impossible de prendre parti d'autant que, par son passé de nonce à Berlin, il était proche de l'Église allemande. Sa passivité était d'autant plus forte que la Pologne avait peu de moyens d'influencer le pape, de le pousser à l'action.

La question des sources historiques qui permettraient de recenser les actions de sauvetage organisées par des membres du clergé polonais reste difficile. Des sources sont disponibles à Yad Vashem, à l'Institut historique juif de Varsovie mais les mémoires des prêtres ou des religieuses sont à critiquer attentivement. La résistance polonaise a aussi établi des documents mais le simple fait de disposer d'un maigre corpus est en soi révélateur. Un constat identique peut être fait des traces de prêches, de sermons, par lesquels des prêtres auraient condamné les violences antisémites pendant la guerre. La faiblesse des données disponibles empêche toute généralisation.

L'attitude de l'Église polonaise reste bien sûr objet de débats. Si elle a pu, dès avant 1945, condamner la mort des Juifs en tant qu'êtres humains, elle est restée profondément antisémite; la première position n'excluant donc pas l'autre. L'Église a toujours perçu les Juifs comme une menace, surtout juste après la guerre. Lors du pogrom de Kielce, en 1946, seul l'évêque de Chestochowa a émis des critiques. Sa réaction a été condamnée par le primat de Pologne et les autres évêques. Interrogé par des journalistes étrangers, le primat condamna les violences mais en élargissant sa réaction à toute la Pologne, affirmant que, selon lui, les Juifs n'étaient pas les seuls à souffrir et en rappelant le rôle qu'ils avaient, selon lui, dans l'affirmation d'un pouvoir communiste. D'après ce haut-responsable ecclésiastique, les Juifs ayant survécu en Pologne étaient largement redevables à l'aide massive que l'Église leur avait apportée, les relations polono-juives d'avant-guerre étaient selon lui bonnes et désormais dégradées par le supposé soutien des Juifs aux communistes. Ce mode de pensée était d'ailleurs partagé par de nombreux évêques. Ce primat, dans une lettre au pape, alla même jusqu'à affirmer que le pogrom de Kielce avait été fomenté par des Juifs russes: on en restait donc à l'idée d'un complot juif, inspiré des *Protocoles*... Des institutions juives ont pu demander à certains évêques de se prononcer publiquement sur les pogroms d'après-guerre au motif que des catholiques étaient les acteurs de ces violences mais ces sollicitations furent reçues avec beaucoup de méfiance par l'épiscopat, un seul de ses membres ayant condamné publiquement ces actes.

Aujourd'hui, cette situation change, lentement, mais des évolutions sont certaines.